

Le libre-échange au cœur des résultats serrés des élections costaricaines

Sylvie Dugas *

Le 5 février dernier, les Costaricains ont été appelés aux urnes pour choisir leur président et les députés de leur Assemblée législative. Les sondages laissaient croire que l'ex-président du Costa Rica et récipiendaire du prix Nobel de la paix, Oscar Arias, remporterait haut la main le premier tour électoral, avec plus de 40 % des suffrages. Mais après le dépouillement de 89 % des votes, le candidat du Parti de libération nationale (PLN) de centre-droite s'est retrouvé côte à côte avec son principal rival, Otton Solís, du Parti d'action citoyenne (PAC), avec 40,5 % des suffrages contre 40,2% pour ce dernier. Douze autres candidats se partagent les votes restants. Pour déterminer le vainqueur, le Tribunal suprême électoral a décidé de procéder à un recomptage manuel, dont les résultats finaux seront divulgués durant la semaine du 20 février 2006. Une grande confiance accompagne le processus de recomptage, car les institutions démocratiques du Costa Rica jouissent d'une grande crédibilité. « La culture costaricaine a tendance à éviter la confrontation », dit Jorge Rovira, sociologue à l'Institut de recherche sociale à l'Université du Costa Rica.

Alors que la tenue d'un second tour semble exclue, cette élection met en lumière le clivage de la société costaricaine face à l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République Dominicaine (CAFTA-DR). L'accord permettrait au Costa

Rica d'exporter davantage de vêtements, de sucre et autres biens sur le marché des États-Unis d'Amérique (EUA). En échange, les nations signataires devraient abaisser leurs barrières tarifaires pour ouvrir leur marché aux produits agricoles américains, aux biens manufacturés et aux services bancaires, entre autres. Certains signataires ont toutefois exprimé leur mécontentement vis-à-vis de l'accord. L'entrée en vigueur du traité est d'ailleurs suspendue à cause du recul de quelques pays et de changements effectués dans leurs règles de propriété intellectuelle et autres législations¹.

Selon Oscar Arias, le CAFTA-DR représente une opportunité pour les jeunes sans emploi et les communautés pauvres, notamment pour les pêcheurs et les producteurs de fruits et légumes². De son côté, Otton Solís, cofondateur du PAC, qui s'était présenté aux précédentes élections présidentielles, est un critique invétéré du CAFTA-DR. Il a appelé à sa renégociation afin d'inclure des protections pour les agriculteurs et les industries vulnérables. En fait, les électeurs ont délaissé les petits partis pour donner leur vote soit à

* Journaliste indépendante

¹ Marla Dickerson et Evelyn Iritani, «Trade Accord With U.S. Splits Voters in Costa Rica. Discontent with the pact turns the presidential election into a close contest, analysts say», *Times*, 7 février 2006.

² José Enrique Rojas, «Arias: Puntarenas necesita TLC», *La nacion*, 23 janvier, 2006.

Oscar Arias, en faveur de l'accord de libre-échange, soit à Otton Solis, qui a fait campagne pour sa renégociation. Tous ceux qui étaient contre l'accord ont vu en Solis la seule personne capable de les représenter. Dans ces circonstances, même si Oscar Arias est déclaré vainqueur, il ne pourra pas l'entériner trop rapidement et devra tenir compte de l'opposition de près de la moitié des électeurs sur cette question.

Otton Solis qualifie pour sa part l'accord commercial de « fabrique de pauvreté ». Selon lui, l'accord contribuera à creuser les inégalités en Amérique centrale par suite du déplacement des agriculteurs et des travailleurs industriels, tout en accroissant le coût des soins de santé³. « La loi de la jungle favorise les gros et nous sommes très petits », a-t-il dit en soutenant que l'accord était biaisé en faveur des EUA. Parmi les points en litige, il mentionne le démantèlement des entreprises de télécommunication publiques et du monopole étatique sur l'électricité, qui devront être privatisés. En outre, il est convaincu que l'abaissement des barrières commerciales permettra l'entrée d'aliments à bon marché en provenance des EUA, ce qui affectera le marché national et mettra en jeu la survie des petits agriculteurs. « Le modèle de développement actuel n'a pas donné les résultats attendus, ni en termes de croissance et de création d'emplois, ni en termes de réduction de la pauvreté, soutient Otton Solis. Ce modèle n'a réussi à améliorer aucun des indicateurs sociaux, et nous assistons maintenant à un rejet de ce modèle dans la région et au Costa Rica ⁴ ».

Le score imprévu de Solis lors de ces élections s'inscrit dans cette remise en question du modèle de libre-échange négocié par les EUA en Amérique latine ces dernières décennies. En effet, plusieurs présidents qui défendent le retour de l'intervention étatique dans l'économie ont été élus au Venezuela, en Argentine et en Bolivie, alors que les candidats de gauche à la présidence au Pérou, au Mexique et en Équateur souscrivent également à cette approche. Cependant, pour certains, la remontée de Solis durant le scrutin serait plutôt

imputable aux scandales de corruption qui ont terni la réputation des dirigeants en place.

Le libre-échange divise la population costaricaine

En fait, la population costaricaine est profondément divisée sur les enjeux du CAFTA-DR, tandis que plusieurs affirment que l'accord a été modifié à la dernière minute pour contrecarrer l'achat de textile en provenance de la Chine de la part des EUA. Or, même si les opinions sont tranchées à propos des effets de l'accord sur l'industrie du textile, en revanche, elles ne le sont plus quand il est question d'agriculture, car le constat à l'effet que la production de riz n'y survivrait probablement pas fait consensus. La communauté d'affaires est pour sa part très favorable à l'accord commercial. « Un rejet de l'accord serait catastrophique pour le Costa Rica, qui a besoin d'accroître ses exportations, d'attirer des investissements des EUA et de nouveaux emplois pour combattre le ralentissement économique et le chômage », affirme l'économiste Eduardo Lizano, directeur de la *Central American Academy*⁵.

Quoique les autres pays signataires, c'est-à-dire le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Honduras, la République dominicaine et les EUA, aient déjà entériné cette entente, le gouvernement sortant d'Abel Pacheco a lié la ratification du CAFTA-DR à l'adoption de la réforme fiscale. L'objectif de cette réforme est d'accroître les recettes de l'État de 500 millions \$US pour financer la dette extérieure grandissante et réduire le déficit, qui a atteint 2,65 % du PIB. Cette réforme vient d'être approuvée à la mi-février par le l'Assemblée législative costaricaine, soit après les élections et avant l'entrée en fonction du nouveau président. Cependant, les dirigeants du parti au pouvoir ont décrété une suspension des travaux sur l'accord commercial tant que les résultats de l'élection ne seraient pas annoncés. « Lorsque le tribunal électoral aura statué sur l'identité du nouveau président, nous verrons comment ce dernier désire régler l'affaire », a déclaré Rolando Lacle, le président du Comité des affaires étrangères⁶.

³ Source: Encyclopédie *Wikipédia*.

⁴ John Lyons et Greg Hitt, «Costa Rican Election May Give Support to Cafta Foes in U.S.», *Wall Street Journal*, 9 février 2006.

⁵ Steven Dudley, «In Costa Rica, it all boils down to rice», *Knight Ridder Newspapers*, 9 février 2006.

⁶ «Costa Rica: free trade treaty debate on hold», *Mercosur*, 10 février 2006.

L'hésitation du Costa Rica face à l'accord de libre-échange a attiré l'attention du monde entier. « Il y a un puissant symbolisme dans ce qui arrive au Costa Rica, explique Michael Shifter, analyste au *Inter-American Dialogue*, un groupe de réflexion de Washington. Ce pays a de grandes affinités avec les États-Unis et la convergence des valeurs entre les deux est importante, mais le Costa Rica n'est toujours pas convaincu que le fait d'appuyer les EUA est dans son propre intérêt⁷ ». Ce doute est exacerbé par le rejet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et la contestation de l'influence des EUA dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment au Venezuela, en Bolivie, en Argentine et au Brésil. En ce sens, le résultat de l'élection au Costa Rica devrait avoir un impact significatif sur la stratégie de la Maison blanche, où le président Bush tente de conclure plusieurs autres accords de libre-échange avant le mois d'août 2007, date à laquelle expire l'Autorité de la promotion commerciale⁸ qui lui a été consentie par le Congrès en août 2002.

On rappellera à ce propos que les EUA ont récemment conclu leurs négociations commerciales avec le Pérou et ils sont actuellement en pourparlers avec la Colombie, l'Équateur et le Panama⁹. Et même si la région centraméricaine et républicaine ne compte que pour 2 % des exportations totales des EUA, le CAFTA-DR n'en revêt pas moins une importance symbolique certaine pour Washington, surtout quand on aura rappelé que l'accord avait été adopté par une courte majorité à la Chambre des représentants, en juillet 2005 (217 en faveur, 215 contre).

Le retour inopiné d'un ex-président

Rompant avec la pratique antérieure, qui avait été mise en place lors de la réforme de 1969, l'amendement adopté par la Cour constitutionnelle, en avril 2003, permet désormais à un ex-président de se représenter à nouveau. Cependant, cette disposition n'autorise un ancien président à briguer à nouveau les suffrages qu'après une période correspondant à la durée de deux mandats présidentiels. Quant aux membres de l'Assemblée législative, ils ne peuvent pas non

plus assumer deux mandats consécutifs, mais ils peuvent se présenter à nouveau après avoir laissé écouler un mandat.

Oscar Arias, ex-président de 1986 à 1990, est sans doute mieux connu internationalement à titre de récipiendaire du prix Nobel pour la paix, en 1987, prix qui lui a été remis en reconnaissance du rôle qu'il avait joué dans la signature des Accords d'Esquipulas. Ce plan de paix a grandement contribué à suspendre les hostilités dans la région centraméricaine, mettant fin à la série des guerres civiles qui avaient secoué le Nicaragua, le Guatemala et El Salvador durant les années 80. Grâce à ce prix, Oscar Arias a mis sur pied la Fondation pour la paix et le progrès humain, un groupe-conseil qui a aidé à résoudre plusieurs conflits en Amérique latine, notamment en Argentine, en Bolivie, au Pérou et au Venezuela.

Pour Oscar Arias, les principaux enjeux de l'élection sont l'inflation et la hausse du coût de la vie. Malgré les alléchants revenus provenant de l'écotourisme et les progrès économiques réalisés par cette nation épargnée par les conflits centraméricains, la pauvreté touche tout de même 20 % de la population. Oscar Arias a ainsi annoncé son intention d'investir dans l'éducation et le logement, et d'améliorer les infrastructures du pays et, en particulier, un système routier qui est passablement détérioré. Fils d'un riche planteur de café, il compte stimuler l'aquaculture, la mariculture et le tourisme à travers des programmes d'aide gouvernementaux. Malgré le soutien qu'il apporte à l'accord de libre-échange avec les EUA, il a critiqué à plusieurs reprises les politiques des EUA dans une région où plusieurs pays ont appuyé l'invasion britanno-américaine en Irak.

Arias s'est engagé dans la campagne électorale à la demande du PLN, pour éviter que le parti ne subisse une troisième défaite d'affilée. Fondé par le héros José Figueres Ferrer, en 1951, à la fin de la guerre civile, ce parti est rapidement devenu le plus important du pays. Fait unique dans son histoire, il avait perdu le pouvoir en 2002 pour la deuxième fois consécutive, avec seulement 27 % des voix et 17 des 57 sièges. Son candidat Rolando Araya avait été défait par Abel Pacheco, du Parti de l'unité social-chrétienne (PUSC), qui avait

⁷ Marla Dickerson et Evelyn Iritani, *op.cit.*

⁸ Cette mesure permet aux législateurs d'approuver ou de rejeter sans modification les traités commerciaux.

⁹ John Lyons et Greg Hitt, *op.cit.*

alors succédé, le 8 mai 2002, à Miguel Angel Rodríguez, également du PUSC.

Selon Arias, la fin du bipartisme au Costa Rica a démontré qu'il était difficile de parvenir à une entente parlementaire pour le bénéfice de la population et que le multipartisme était seul capable d'améliorer la situation. Cependant, son orientation néolibérale a profondément divisé le PLN. L'appui accordé par Oscar Arias au CAFTA-DR a suscité de vives critiques chez plusieurs personnalités influentes du parti, qui ont prétendu que le PLN, un parti social-démocrate à l'origine, avait perdu son âme¹⁰. Arias s'est défendu en prétendant que la plupart des gens ne connaissaient pas la véritable signification du terme néolibéral. « Si être néolibéral signifie qu'on est opposé aux monopoles d'État, je le suis, parce que je suis en faveur de l'investissement et de la création d'emplois¹¹ », a-t-il répondu à ses détracteurs. Certains lui ont reproché d'avoir procédé à un « coup d'État politique » en usant de son influence sur la Cour constitutionnelle, quand elle a autorisé le dépôt d'une candidature issue d'un ancien président. Cependant, les critiques les plus sévères sont venues de José Miguel Corrales, ancien candidat à la présidence, qui l'a accusé de museler le débat à l'intérieur du parti.

La fin du bipartisme au Costa Rica

D'après certains analystes politiques, cet exode d'anciens dirigeants du PLN et, dans une certaine mesure, du PUSC – avec la démission de son vice-président Luis Fishman en janvier 2005 – confirme la fin du bipartisme qui a prévalu au Costa Rica durant les dernières décennies. En effet, lors des dernières élections présidentielles et législatives de 2002, le candidat du PUSC, Abel Pacheco, n'avait remporté le suffrage contre Rolando Araya, du PLN, qu'avec une mince majorité lors du second tour. Au premier tour, il lui avait été impossible de rassembler les 40 % de votes nécessaires au premier tour, à cause de l'émergence d'un troisième parti, le PAC,

mené par Otton Solís. Ce dernier avait accaparé 26 % des voix. Un quatrième parti en liste, soit le Parti libertarien, avait aussi fait parler de lui durant cette campagne. Cette fragmentation du paysage politique a entraîné la perte de majorité du gouvernement au parlement.

Au cours de la campagne actuelle, la plupart des sondages, notamment ceux de l'École de statistique de l'Université du Costa Rica, donnaient Oscar Arias vainqueur avec plus de 40 % des voix. Le deuxième en liste était Otton Solís, du PAC, avec 21 % des voix et le troisième, Otto Guevara, du Mouvement libertarien avec 15 % des suffrages. Cependant, en prenant en compte le poids des 18 % d'indécis, la tenue d'un second tour s'avérait probable. Dans ce cas, les sondages prévoient que 44 % des voix iraient à Oscar Arias et 40,9 % à Otton Solís.¹² Ils avaient également montré que l'on retrouvait un grand nombre de femmes parmi les indécis et que les électeurs âgés de 45 à 54 ans appuyaient majoritairement Oscar Arias, alors que les jeunes optaient plutôt pour Otton Solís et Otto Guevara.

Fondé en décembre 2000, le PAC avait obtenu 14 sièges lors des élections précédentes. Les principaux points du programme politique de ce parti sont la transparence politique et l'efficacité étatique, la lutte contre la corruption et le clientélisme, la réduction de la dette interne, la protection de l'agriculture nationale et le combat contre la pauvreté. L'un des atouts du parti était sans conteste la candidate Epsy Campbell, une jeune Noire célèbre.

La descente aux enfers du président sortant

Cette élection met en relief la descente aux enfers du PUSC, personnifiée par le candidat, député et ex-ministre de la Présidence, Ricardo Toledo. Les sondages ne lui donnaient qu'au plus 4 % des votes. Le candidat social-chrétien a notamment axé sa campagne sur l'augmentation du financement à l'éducation de 8 % du PIB. Mais la chute de PUSC est due principalement aux scandales de corruption

¹⁰ Notamment Mariano Figueres Olsen, fils du fondateur du PLN et président à trois reprises, Luis Alberto Monge, un ex-président de 1982 à 1986, José Miguel Corrales, un ancien candidat à la présidence, et le secrétaire général du parti, Luis Guillermo Solís.

¹¹ « Arias' candidacy triggers exodus », *Latin America, Caribbean and Central America Report*, janvier 2005, p. 7

¹² Javier Córdoba Morales, « Mesa electoral servida para Arias », *Inforpress Centroamericano*, no 1639, 13 janvier 2006.

dans lesquels ont été impliqués Rafael Ángel Calderón et Miguel Ángel Rodríguez, les deux derniers présidents de cette formation politique.

De plus, la gestion du président sortant, Abel Pacheco, qui a instauré les réformes néolibérales importantes et qui a institué un programme d'austérité, a aussi contribué à la baisse de popularité du PUSC. Témoigne de cette baisse, le fait « qu'à la mi-2003, les grèves et les mouvements sociaux dans le secteur public (chez les employés de l'électricité et de l'éducation, notamment) avaient entraîné la démission de trois ministres et révélé l'insatisfaction d'une population très attachée aux services publics créés par l'État-providence social-démocrate et progressivement réduits par les politiques néolibérales mises en œuvre durant deux décennies.¹³ » L'accroissement des inégalités et la hausse du taux de chômage urbain (5,3 % en 2000 à 6,6 % en 2004) ont aussi nourri l'inquiétude et la méfiance vis-à-vis les institutions gouvernementales.

Alors qu'il avait obtenu 58 % des votes lors de son élection en 2003, la cote de popularité d'Abel Pacheco était la plus basse depuis 1976, soit 25,6 %. De fait, il a laissé la nation aux prises avec un taux d'inflation de 14 %, le plus haut taux en Amérique latine. Enfin, l'amitié étroite qui liait le candidat Toledo et Abel Pacheco, conjuguée avec le fait que l'ex-président Calderon ne lui avait pas donné son appui, contrairement à la tradition dans le parti, a entraîné la désaffection de plusieurs partisans. Cette situation, couplée avec l'arrestation, en 2004, des deux anciens présidents du PUSC accusés d'avoir accepté des pots-de-vin de la part de compagnies étrangères, explique peut-être le taux de participation de 65 % dans ces élections, le plus faible dans l'histoire costaricaine.

Dans ce contexte, le nouveau président aura fort à faire pour réconcilier la nation costaricaine, déchirée par le CAFTA-DR et désabusée par la corruption du système politique. Il devra faire preuve d'une grande capacité de médiation et de persuasion, car des manifestations sont à prévoir si le projet de libre-échange est adopté. Oscar Arias a d'ores

et déjà indiqué que les exportations costaricaines ne pourraient progresser sans le CAFTA-DR. Cependant, il risque d'être ramené à l'ordre par l'opposition à l'Assemblée législative, qui réclamera des modifications au traité pour qu'il corresponde davantage aux intérêts de la nation.

¹³ *L'état du monde, Annuaire économique géopolitique mondial 2004*, La Découverte/Boréal, pp. 384 et 387.